



Conseil de sécurité

CS/11446

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York
Conseil de sécurité
7204^e séance – matin

CONSEIL DE SÉCURITÉ: LE CHEF DES AFFAIRES POLITIQUES INVITE LE CONSEIL À NE PAS PERDRE DE VUE LA QUESTION PALESTINIENNE ET MET EN GARDE CONTRE LA DÉSTABILISATION AU MOYEN-ORIENT

Au cours de l'exposé sur la situation au Moyen-Orient qu'il a fait ce matin devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, a relevé que « de nombreux événements préoccupants » se déroulent en ce moment dans la région, et il a exhorté le Conseil à ne pas perdre de vue la question palestinienne. Dans sa présentation, M. Feltman a, après avoir noté que le délai constitutionnel pour élire un nouveau président libanais avait expiré le 25 mai dernier, souligné qu'il est urgent d'assurer sans plus de délai la tenue de l'élection présidentielle au Liban. Le Secrétaire général adjoint a ensuite rappelé que le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, avait exprimé de vives inquiétudes sur la situation en Syrie, et il a réitéré les six priorités présentées pour ce pays par le Secrétaire général le 20 juin dernier.

Sur la question palestinienne, M. Feltman a rappelé que les pourparlers de paix ont été suspendus à la fin du mois d'avril et que la situation sur le terrain est devenue extrêmement instable et volatile. Il a évoqué les recherches engagées par les autorités israéliennes, et qui se poursuivent, pour retrouver les trois étudiants enlevés près d'Hébron, ainsi que la violence croissante qui résulte des opérations engagées par les Forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie. Il a aussi parlé de la grève de la faim menée par des détenus palestiniens depuis 61 jours et de l'annonce de la construction de nouvelles implantations en Cisjordanie faite par Israël.

« Ces questions ne peuvent être traitées que si les parties agissent de manière responsable et avec retenue », a prévenu M. Feltman, espérant qu'elles puissent retrouver la voie des négociations et éviter toute escalade. Il a aussi lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle demeure engagée sur ce dossier et apporte tout le soutien nécessaire pour un retour au calme.

Revenant sur les événements politiques récents, M. Feltman a indiqué que, le 2 juin, le Président Mahmoud Abbas avait annoncé la formation d'un gouvernement d'union palestinien comprenant des membres du Hamas et dirigé par le Premier Ministre Rami Hamdallah. Il a, en outre, noté que des élections palestiniennes devraient être organisées dans les six mois à venir, comme cela a été annoncé par le Président palestinien, M. Mahmoud Abbas. En ce qui concerne Israël, un nouveau Président, M. Reuven Rivlin, y a été élu le 10 juin pour succéder à M. Shimon Peres, a indiqué M. Feltman.

La situation en Cisjordanie s'est détériorée, a poursuivi le Secrétaire général adjoint, en faisant référence à l'enlèvement des trois adolescents, étudiants israéliens. Israël a accusé le Hamas d'être responsable de cet acte, qui a été condamné par le Secrétaire général, et nous déplorons que le Hamas ait fait des déclarations glorifiant les auteurs de ce rapt, a indiqué M. Feltman. « Si l'implication du Hamas était établie, ce serait un très grave développement », a-t-il dit.

Dans le cadre des opérations de recherche des trois adolescents, Israël a durci les restrictions aux déplacements, notamment à Hébron, interdisant entre autres tout mouvement d'hommes âgés de 20 à 50 ans, a-t-il indiqué. Il s'est inquiété de l'arrestation de plus de 350 Palestiniens. De nombreux Palestiniens ont été blessés et quatre ont été tués. « L'augmentation du nombre de morts résultant des opérations de sécurité menées par Israël en Cisjordanie est alarmante », a-t-il dit avant d'appeler Israël à faire preuve de retenue et à respecter le droit international dans la conduite de ces opérations.

Le Secrétaire général adjoint a, par ailleurs, fait part des efforts déployés par les Forces de sécurité palestiniennes pour maintenir l'ordre, citant la saisie récente d'explosifs, d'armes blanches, de drapeaux et d'uniformes militaires appartenant au Hamas dans la ville d'Hébron.

Depuis son dernier exposé devant le Conseil de sécurité, M. Feltman a évalué à 928 le nombre de Palestiniens qui ont été placés en détention par Israël. Cinq Palestiniens ont été tués tandis que 291 ont été blessés, a-t-il ajouté. Il a également indiqué que 12 membres des Forces de sécurité israéliennes ont été blessés.

M. Feltman a ensuite recensé le nombre de blessés des deux côtés, notant que les victimes d'affrontements entre colons israéliens et Palestiniens ne font qu'augmenter. Notant la poursuite des activités de colonisation, illégales en droit international, il a fait état de l'annonce, le 4 juin, par le Gouvernement israélien, de la construction de plus de 1 400 nouveaux logements en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. En outre, les démolitions de 65 structures palestiniennes opérées par Israël ont entraîné le déplacement de 112 Palestiniens, dont 56 enfants, et les autorités israéliennes ont détruit ou saisi 28 articles d'assistance humanitaire.

Le Secrétaire général et la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, Mme Navy Pillay, sont toujours très préoccupés par la détérioration de la santé des prisonniers palestiniens en grève de la faim dans les geôles israéliennes, a poursuivi M. Feltman. Il a réitéré l'appel lancé à Israël pour que l'État d'Israël poursuive ces détenus en justice sur la base d'accusations claires ou alors les relâche sans tarder, avant d'exprimer son inquiétude au sujet d'un projet de loi qui autoriserait le Gouvernement israélien à administrer de force à ces détenus des soins médicaux et à les nourrir.

M. Feltman a également mentionné les tensions existant autour des lieux saints de la vieille Ville de Jérusalem, et qui sont dues à des incidents entre les croyants et les Forces de sécurité israéliennes. Il a appelé toutes les parties à respecter la sainteté et le caractère sacré de ces lieux.

À Gaza, il a constaté que le calme a été perturbé par des tirs de roquettes et de mortiers, les uns dirigés vers Israël et d'autres visant Gaza. À cet égard, Israël a mené 38 attaques aériennes contre Gaza, a dit M. Feltman, avant de préciser le nombre de morts et de blessés parmi les Palestiniens qui s'élève à 10 militants et huit civils tués. « Nous condamnons les tirs aveugles de roquettes contre des civils et appelons les factions palestiniennes à garder le calme. Nous devons aider les autorités palestiniennes à assurer les fonctions de sécurité à Gaza et à unifier les forces de sécurité », a-t-il ajouté.

M. Feltman a ensuite parlé de la difficile situation socioéconomique qui prévaut à Gaza, où 57% de la population souffre d'insécurité alimentaire et 41% du chômage. Il a souhaité que des solutions structurelles soient trouvées et que des mesures urgentes soient prises, comme par exemple l'ouverture des points de passage, afin de permettre le déplacement des personnes et l'approvisionnement en biens et marchandises.

Passant à la situation au Liban, le Secrétaire général adjoint a rappelé que le 25 mai dernier était la date butoir à laquelle était prévue l'élection d'un nouveau président. Sept sessions parlementaires ont été convoquées à cet effet, mais le quorum nécessaire n'a jamais été atteint, a-t-il indiqué, en soulignant qu'il fallait de toute urgence organiser ces élections. Tout en notant la situation relativement calme qui prévaut sur le plan de la sécurité, M. Feltman a parlé de l'attentat à la voiture piégée qui a eu lieu le 20 juin, et qui a fait un mort parmi les membres des Forces de sécurité libanaises. Il a aussi mentionné les cinq tirs aériens opérés par des appareils syriens sur le territoire libanais au cours des derniers mois.

Il a parlé du problème des réfugiés syriens au Liban, qui y sont aujourd'hui au nombre de 1,1 millions, et a indiqué que de nouvelles restrictions ont été imposées à l'entrée de nouveaux réfugiés. Une explosion a d'autre part touché le camp de réfugiés palestinien d'Ain el Hilweh le 19 mai, a dit M. Feltman. Une conférence ministérielle s'est tenue à Rome le 17 juin pour soutenir le Liban dans ce domaine, a-t-il ajouté, indiquant que 43 délégations y avaient pris part et ont positivement accueilli l'annonce de l'apport d'une nouvelle assistance à l'armée libanaise tout en souhaitant qu'il en soit de même dans d'autres secteurs.

En ce qui concerne la Syrie, M. Feltman a rappelé les six points présentés par le Secrétaire général le 20 juin dernier pour traiter de la situation qui y règne. Mettre fin à la violence étant la priorité, il a proposé qu'un embargo sur les armes soit imposé en Syrie. Il faudrait aussi transformer les accords locaux de cessez-le-

feu en « accords de paix », a-t-il ajouté. Le Secrétaire général souhaite aussi voir la fin des différents sièges qui empêchent qu'une aide humanitaire soit fournie à 3,5 millions de Syriens. Reprenant une demande du Secrétaire général, M. Feltman a proposé que le Conseil autorise le déploiement de personnels des Nations Unies pour surveiller le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme sur le terrain.

En outre, le Secrétaire général a demandé de relancer le processus politique en vue d'une nouvelle Syrie. Il nommera bientôt un nouvel envoyé, qui devra bénéficier de toute la coopération et de tout le soutien des acteurs internationaux et régionaux, a indiqué M. Feltman. Il faudra aussi achever la destruction des armes chimiques encore présentes en Syrie, a-t-il ajouté. Enfin, il a souligné les répercussions du conflit syrien sur les pays voisins et au-delà, en avertissant que le conflit syrien a créé un terrain fertile pour les groupes armés radicaux comme ceux affiliés à Al-Qaida.

Les récents incidents le long de la zone de séparation surveillée par la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) nous rappellent d'autre part le risque d'escalade que court la région, a observé le Secrétaire général adjoint avant de conclure son exposé. Il a estimé que cette crise met à l'épreuve la région d'une manière nouvelle. Il a relevé la présence de « forces négatives sur de nombreux fronts » et a demandé aux différents acteurs de prendre au sérieux cet avertissement en travaillant ensemble pour restaurer l'espoir d'une paix durable dans la région.

* * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel